

GROUPE HLM RICHEPIN  
(ancienne Cité HBM Richepin)



ARCHITECTE

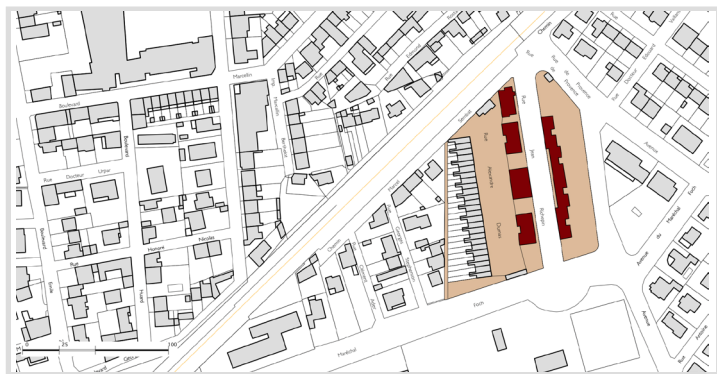
Gaston Castel

COMMANDITAIRE

Office public d'HBM du département des Bouches-  
du-Rhône (actuellement 13 HABITAT)

DATE

1930-1933



Plan de localisation (FB, document source : matrice cadastrale 2008, service des Impôts)



Vue générale (cl. EMJ, 2008)

## LOCALISATION

Adresse	Référence cadastrale (matrice cadastrale 2008, service des Impôts)	Coordonnées géographiques
rue Jean Richepin / chemin Marcel Sembat / rue Alexandre Dumas / rue de Provence / rue du maréchal Foch	BA 49	Latitude <b>N</b> 43°40'18 Longitude <b>E</b> 4°37'56
13200 Arles (agglomération)		

## DATATION

## ANALYSE TYPOLOGIQUE

<b>Date de construction</b> 1930 – 1933 <b>N° PC</b> Non concerné <b>Datation détaillée</b> -1922 : achat du terrain ; -1928 : mise au point et approbation d'un projet de cité-jardin ; -décembre 1929 : mise au point du projet définitif (1ère tranche) ; -juillet 1930 : adjudication des travaux ; début du chantier ; -novembre 1930 : décision de construire un pavillon supplémentaire (2ème tranche) ; -1930-1931 : construction (1ère tranche) ; -1932-1933 : construction (2ème tranche) ; -1947-1948 : remise en état dans le cadre des dommages de guerre ; -1954 : construction, dans l'enceinte du groupe, de la cité LEPN (arch. Pierre Vago) ; -1982 : réhabilitation du groupe (Ello Castel).	<b>Typologie</b> Logement collectif (groupe HBM)  <b>Programme</b> Logement  <b>Intervention</b> Construction
---	---

## ACTEURS

<b>Architecte(s)</b> CASTEL Gaston <i>Architecte</i> CASTEL Ello <i>Architecte (1982)</i>	<b>Autre(s) acteur(s)</b> 13 HABITAT <i>Bailleur actuel</i> Entreprise Brunet Eugène <i>Entrepreneur</i> Entreprise Durand Fernand <i>Entrepreneur</i> Entreprise Coustellier E. <i>Entrepreneur</i> Entreprise Plantevin <i>Fourniture fourneaux cuisine</i>
<b>Commanditaire(s)</b> Office Public d'HBM des Bouches-du-Rhône (actuel 13 Habitat)	

## ANALYSE URBAINE

## PROGRAMME ARCHITECTURAL

<b>Paysage d'origine</b> Faubourg <b>Accessibilité</b> Multiple <b>Caractéristiques fonctionnelles</b> Voirie secondaire <b>Caractéristiques formelles</b> Rue [discontinuité bâtie] <b>Découpage foncier</b> Non <b>Particularité</b> Forme irrégulière <b>Morphologie urbaine</b> Façade en retrait, mitoyenneté <b>Espace non bâti</b> Jardin individuel <b>Composition urbaine</b> Implantation en fonction du domaine public	La Cité HBM Richepin a été construite à Arles, dans le quartier des Alyscamps, entre 1930 et 1933 par l'Office public d'Habitations à Bon Marché (HBM) du département des Bouches-du-Rhône, selon le projet de l'architecte Gaston Castel (1886-1971). Figurant parmi les premières réalisations initiées par l'Office, la cité Richepin constitue un témoignage de l'Histoire du logement social dans les Bouches-du-Rhône, tant au niveau du contexte général de développement des cités HBM qu'au niveau de la mise au point de nouvelles typologies architecturales adaptées à ce programme. La cité HBM Richepin comporte 55 logements (54 logements + une loge de concierge à l'origine), répartis dans huit immeubles collectifs, que Gaston Castel désigne par le terme de «bâtiment». Malgré la modestie de l'opération, l'architecte opte pour une certaine variété typologique, certainement pour éviter tout sentiment de monotonie. Il combine quatre types de bâtiments (deux bâtiments A, quatre bâtiments B, un bâtiment C et un bâtiment D), puisés parmi les modèles qu'il a élaboré pour l'Office.
---	---

# GROUPE HLM RICHEPIN (ancienne Cité HBM Richepin)



Vue générale et détails (cl. EMJ, 2008).

## CONTEXTE

La Cité HBM Richepin a été construite à Arles, dans le quartier des Alyscamps, entre 1930 et 1933 par l'Office public d'Habitations à Bon Marché (HBM) du département des Bouches-du-Rhône, selon le projet de l'architecte Gaston Castel (1886-1971). Figurant parmi les premières réalisations initiées par l'Office public d'HBM du département, la cité Richepin constitue un témoignage de l'Histoire du logement social dans les Bouches-du-Rhône, tant au niveau du contexte général de développement des cités HBM qu'au niveau de celui de la mise au point de nouvelles typologies architecturales adaptées à ce programme.

### Origine et développement du logement social en France

Dès le milieu du XIXe siècle, les hygiénistes font prendre conscience aux classes dirigeantes de la nécessité d'améliorer les conditions de vie des ouvriers. La loi de salubrité publique du 13 avril 1850 constitue un premier pas sur cette voie. Toutefois, jusqu'à la fin du XIXe siècle, l'Etat intervient très peu dans ce domaine. La plupart des réalisations de logement social sont alors initiées par des organisations philanthropiques ou par des chefs d'entreprises progressistes (Dollfus à Mulhouse, Meunier à Noisiel, Schneider au Creusot, Godin à Guise).

Pendant la Troisième République, la question de l'habitat social se pose de manière criante. L'insalubrité et le surpeuplement des logements ouvriers sont désormais connus. D'autre part, le développement du mouvement ouvrier pousse les classes dirigeantes à l'action. Dans ce contexte, la société française des HBM est créée en 1889 à l'occasion du Congrès international des maisons ouvrières. Son principal animateur, Jules Siegfried (1837-1922), œuvre pour donner une assise législative à son action en faveur du logement social. Cet effort aboutit au vote de la loi du 30 novembre 1894 qui favorise les petits propriétaires, définit un ensemble d'exemptions en faveur des sociétés de construction et, surtout, autorise divers organismes, dont les Caisses d'Epargne et la Caisse des Dépôts et Consignations, à investir une partie de leurs fonds dans la construction d'HBM.

Ce texte, amélioré en 1906 et 1908 (création des Socié-

tés de Crédit Immobilier) est le point de départ d'une véritable politique du logement moderne. La loi Bonnevey, du 23 décembre 1912, rompt avec le principe libéral de non-interventionnisme des pouvoirs publics, en autorisant les municipalités ou les Conseils généraux à financer les Offices publics d'HBM. Le premier Office est créé à La Rochelle en 1913, celui de Paris l'est en janvier 1914. En France, 300 000 logements aidés sont construits entre 1919 et 1939, en majorité dans le cadre de la loi Loucheur votée en 1928, qui prévoit la mise en chantier de 260 000 logements subventionnés. [MONNIER Gérard (dir.), LOUPIAC Claude, MENGIN Christine, *L'Architecture moderne en France. Tome 1 : 1889-1940*, Paris, Picard, 1997].

### De l'Office public d'HBM du département des Bouches-du-Rhône à 13 HABITAT. Histoire d'un acteur essentiel du logement social dans les Bouches-du-Rhône (1920-2009)

À Marseille, les premières HBM sont construites dans le quartier Saint-Lambert (rue Sauveur Tobelem) sous l'égide de la Société des Habitations Salubres et à Bon Marché de Marseille, dont Jules Charles-Roux (1841-1918), alors directeur de la Caisse d'Epargne des Bouches-du-Rhône, est le vice-président. Le 3 mars 1920, Paul Deschanel – éphémère président de la République (18 février-20 septembre 1920) – crée par décret l'Office public d'HBM du département des Bouches-du-Rhône, dont le Conseil général fournit l'essentiel du financement. Le premier conseil d'administration de l'Office se déroule le 29 mai 1920 sous la présidence du préfet.

Les réalisations de l'Office sont nombreuses jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Au sortir du conflit, pendant la période de Reconstruction ainsi que dans les années qui suivent le retour des rapatriés d'Algérie, l'Office public d'Habitations à Loyer Modéré (nouveau nom de l'Office public HBM depuis 1950), va intensifier sa politique de construction de logements pour en livrer plus de mille par an.

Par décret du 28 novembre 1974 et à compter du 1er janvier 1975, l'Office public d'HLM du département des Bouches-du-Rhône est transformé en Office Public d'Amé-



nagement et de Construction (OPAC). Il prend bientôt le sigle d'OPAC-Sud. Devenu établissement public industriel et commercial, il acquiert son autonomie financière. En 2005, le patrimoine foncier de l'OPAC-Sud comprend 31 986 logements dont 13 880 logements et 930 logements-foyers à Marseille et 16 623 logements et 553 logements-foyers dans les autres communes des Bouches-du-Rhône et des Alpes-de-Haute-Provence.

Depuis l'ordonnance du 1er juin 2007 relative aux Offices publics de l'habitat, les Offices publics d'HLM (OPHLM) et les Offices d'Aménagement et de Construction (OPAC) sont regroupés dans une nouvelle catégorie d'établissements publics : les Offices Publics de l'Habitat (OPH).

Depuis 2009, l'OPAC-Sud s'appelle 13 HABITAT.

### L'œuvre de l'Office public d'HBM des Bouches-du-Rhône pendant l'Entre-deux-guerres

Pendant l'Entre-deux-guerres, l'Office public d'HBM des Bouches-du-Rhône est le principal maître d'ouvrage en matière de logement social dans le département. De 1928 à 1939, il préside à la construction de dix-huit groupes d'HBM (2 144 logements). S'y ajoutent la construction d'une cité universitaire (Cité Benjamin Abram, Aix-en-Provence, 1931-1935, arch. : Gaston Castel) et celle du siège de l'Office (rue d'Oran, Marseille, 1931-1933, arch. : Gaston Castel).



Cité Benjamin Abram (Aix-en-Provence, 1931-1935, arch. : Gaston Castel), cl. Patrimoine DRAC PACA (Ministère de la Culture).



Siège de l'Office Public d'HBM du département des Bouches-du-Rhône (Marseille, 1931-1933, arch. : Gaston Castel) avec, au premier plan l'immeuble n°4bis rue d'Oran (Marseille, 1934, arch. : Eugène Chirié), AD 13 75 J 1558.

Les opérations de logement sont menées prioritairement dans les villes à forte activité industrielle. Si l'on s'en tient à une approche quantitative, Marseille arrive en tête avec la construction de sept groupes totalisant 1278 logements : Chartreux (1928, 202 logements dont seulement 93 sont aujourd'hui conservés, arch. : Gaston Castel) ; La Barasse (1929, 84 logements, arch. : Gaston Castel) ; Michelis (1930, 188 logements, arch. : Gaston Castel) ; Blancarde (1932, 192 logements, arch. : François Clermont) ; Cadenat (1932, 50 logements, arch. : Gaston Castel) ; Clovis Hugues (1935, 260 logements, arch. : François Clermont) ; Pierre Renard (1938, 302 logements, arch. : Gaston Castel).

Viennent ensuite les villes de Berre (Pasquet, 1933-1938, 197 logements, arch. : Gaston Castel), Miramas (1932, 143 logements, arch. : Gaston Castel), Port-de-Bouc (Tassy, 1933, 127 logements, arch. : François Clermont), Aubagne (Pin Vert aussi appelé La Fondule, 1936, 97 logements, arch. : Gaston Castel), Allauch (1931, 92 logements, arch. : Gaston Castel), Istres (Mistral, 1930, 85 logements, arch. : Auguste Bossu et François Clermont), Aix-en-Provence (Gontard, 1933, 46 logements, arch. : Gaston Castel) ; Belges, 1934, 24 logements, arch. : Gaston Castel), Arles (Richepin, 1930-1933, 55 logements, arch. : Gaston Castel), Port-Saint-Louis-du-Rhône (1932, 38 logements, arch. : Auguste Bossu et François Clermont) et Saint-Chamas (Les Aires, 1932-1934, 12 logements, arch. : François Clermont).



Groupe HBM Michelis (Marseille, 1930, 188 logements, arch. : Gaston Castel) cl. Patrimoine DRAC PACA (Ministère de la Culture).

### Les architectes de l'Office public d'HBM des Bouches-du-Rhône pendant l'Entre-deux-guerres

Au cours de l'Entre-deux-guerres, l'Office public d'HBM des Bouches-du-Rhône fait appel à deux architectes : François Clermont (1857-1938 ?) et Gaston Castel. Le fait de s'adresser à ces deux praticiens procède de logiques différentes.

François Clermont est considéré comme un spécialiste du logement social, sa réputation dans ce domaine dépassant largement les limites du département. François Clermont est un architecte lyonnais actif principalement dans la région Rhône-Alpes, notamment dans le domaine du logement et des équipements publics. Au début des années 1920, en association avec l'architecte stéphanois Auguste



Bossu (1885-1946), il ouvre une agence à Marseille avec l'objectif d'étendre son activité au département des Bouches-du-Rhône. Les chefs d'agence de cette structure, qui fonctionnera jusqu'en 1938, sont les architectes François Liogier et Jean Delbès (1899-1990).

Pour la Société d'HBM de la ville de Marseille, François Clermont avait réalisé le groupe Paul Strauss au début des années 1920 (1921-1922, arch. : Clermont et Huot). Pour sa part, l'Office public d'HBM du département des Bouches-du-Rhône lui confie six opérations : groupes Mistral à Istres, Blancarde et Clovis Hugues à Marseille, Les Aires à Saint-Chamas, Tassy à Port-de-Bouc ainsi que le groupe de Port-Saint-Louis-du-Rhône. François Clermont et son équipe conçoivent ainsi un tiers du parc des logements de l'Office (714 logements sur 2144).



HBM Paul Strauss (Marseille, 1921-1922, arch. : Clermont et Huot), cl. EMJ, 2005.

Gaston Castel est l'architecte à qui l'Office public d'HBM du département des Bouches-du-Rhône confie le reste des opérations : douze groupes HBM représentant un volume de 1 430 logements. Cela résulte d'une logique administrative. Gaston Castel occupe le poste d'Architecte en chef du département des Bouches-du-Rhône entre 1926 et 1941. A ce titre, la maîtrise d'œuvre des bâtiments financés, intégralement ou en partie, par le Conseil général lui revient. L'Office public HBM des Bouches-du-Rhône fonctionnant principalement grâce aux crédits départementaux, il est logique qu'il fasse appel à l'Architecte en chef du département qui, rappelons-le, s'il bénéficie d'un statut officiel et d'un traitement annuel, continue d'exercer et de facturer ses prestations en tant que praticien libéral.

### La cité HBM Richepin, une réalisation exemplaire ?

Entre 1928 et 1939, Gaston Castel construit douze cités HBM pour le compte de l'Office public d'HBM du département des Bouches-du-Rhône. Au sein de ce corpus, la cité d'Arles occupe une place intéressante sans toutefois avoir valeur de prototype ni faire figure de réalisation exceptionnelle.

Il s'agit de la sixième construction initiée par l'Office, de la cinquième opération conduite par Gaston Castel. Elle témoigne d'une certaine maturité acquise tant par le maître d'ouvrage que par l'architecte.

Quantitativement parlant, la cité HBM Richepin demeure une opération modeste si on la compare aux réalisations antérieures de l'Office qui oscillent entre 202 (Marseille, Chartreux) et 85 (Istres, Mistral) logements. Avec ses 55 logements, elle témoigne justement de l'émergence d'une nouvelle génération de cités HBM, plus petites que celles construites par l'Office pendant ses premières années d'existence. La cité Marseille Cadenat (1932, 50 logements) est elle aussi représentative de cette évolution. Plus tard, de plus petites unités seront même produites : Port-Saint-Louis-du-Rhône (1932, 38 logements), Les Aires (Saint-Chamas, 1932-1934, 12 logements), Gontard (Aix-en-Provence, 1933, 46 logements), Belges (Aix-en-Provence, 1934, 24 logements).

Les cités HBM conçues par Gaston Castel dans les Bouches-du-Rhône, au-delà du seul groupe Richepin, témoignent de la circulation de modèles sur le territoire national, notamment des quatre plans-types définis entre 1913 et 1930 par l'Office parisien des HBM et des modèles mis au point par l'Office public d'HBM du département de la Seine. Toutefois, comme la plupart des architectes, il adapte les modèles aux conditions locales, notamment en ce qui concerne les matériaux.

### Genèse de la cité Richepin

Pendant l'Entre-deux-guerres, la production de logement social s'appuie sur deux typologies architecturales – la cité-jardin et l'immeuble collectif. Dans ses réalisations pour l'Office, Gaston Castel met en œuvre ces deux typologies, seules ou combinées. La genèse de la cité Richepin témoigne d'ailleurs des tâtonnements de l'architecte, et certainement aussi ceux du maître d'ouvrage, quant au modèle à privilégier. Elle permet aussi de mieux comprendre le mode opératoire de l'architecte puisque, au travers des différents projets, on comprend que Gaston Castel définit des modèles, met au point des plans-types, élabore une nomenclature commune à toutes ses réalisations.

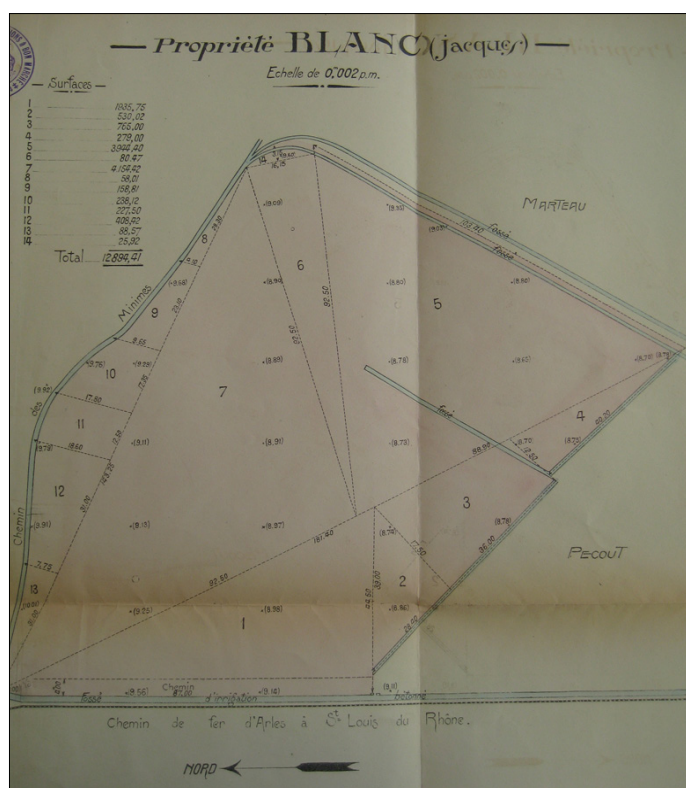
### -Site



Plan de situation du terrain Blanc (s.d. circa 1922-1928), AD 13 7 ETP 447.

En 1922, l'Office public d'HBM du département des Bouches-du-Rhône achète des terrains à Arles dans l'optique d'y construire deux groupes d'habitations indépendants. Le premier (parcelle Petit) se trouve chemin de la Fortune, dans le quartier Monplaisir. La cité de la compagnie de chemin de fer Paris Lyon Méditerranée (PLM) y sera construite. Le second (parcelle Blanc) se trouve quartier des Alyscamps (alors appelé quartier des Minimes). Gaston Castel y édifiera la cité HBM Richepin.

Le terrain Blanc, du nom de son ancien propriétaire, est situé dans le quartier des Alyscamps, à 50 mètres du site du même nom, à 300 mètres du boulevard des Lices et à 500 mètres de l'Hôtel de ville. Pour accéder à cette zone depuis le centre-ville, il faut traverser la voie ferrée qui relie Arles à Port-Saint-Louis-du-Rhône, mais cet inconvénient – mineur compte tenu du faible trafic de la ligne – n'empêche pas l'urbanisation du quartier, processus à l'œuvre à partir de la première décennie du XXe siècle. La zone est d'ailleurs comprise dans le projet urbain de tout à l'égoût.



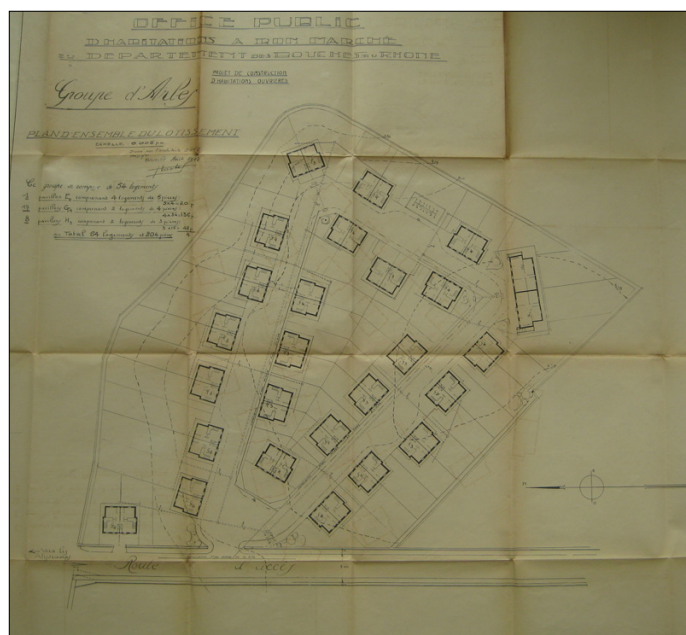
Relevé du terrain Blanc (s.d. circa 1922-1928), AD 13 7 ETP 447.

La parcelle présente une forme irrégulière, vaguement trapézoïdale (surface : 12 895 mètres carrés). Elle est délimitée au nord par le chemin des Minimes, à l'est par la propriété Marteau, au sud par un fossé et la propriété Pécout et à l'ouest par un chemin longeant la voie ferrée. En mars 1922, l'architecte municipal d'Arles, Jean Liégeois, dresse un rapport sur le terrain, rapport qui constitue l'une des pièces du dossier de demande de déclaration d'utilité publique déposée par l'Office pour la construction du groupe d'habitation. L'architecte y fait une série de préconisations qui ne seront pas toutes suivies par Gaston Castel : « *Le principe de l'habitation à bon marché sur sous-sol doit être admis, il peut être envisagé la construction*

*de maisons à étages et à plusieurs locataires. Le prix de revient est de ce fait diminué et couvre les frais du sous-sol qui nous paraît imposé en raison du nivellement général. Il reste bien entendu que chaque occupant aurait à sa disposition un jardin. Les façades des divers logements seraient exposées au midi. En résumé, ce terrain répond aux conditions d'hygiène et, en raison de sa position, sera agréable à habiter en admettant toutefois le principe de la maison surélevée ».*

### -Projet de cité-jardin (août 1928)

Le premier projet de cité HBM, élaboré par Gaston Castel pour le terrain des Alyscamps, remonte à 1928. Il s'agit d'un projet de cité-jardin, très différent du groupe d'habitation qui sera finalement réalisé.



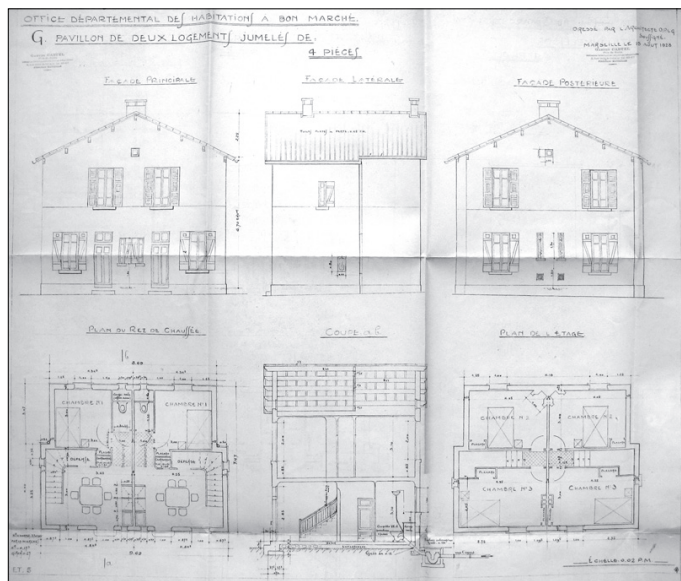
Projet de cité-jardin (1928) : plan d'ensemble du lotissement (août 1928), AD 13 7 ETP 447.

Comme pour la cité HBM de La Barasse (Marseille) à laquelle il travaille concomitamment, l'architecte prévoit pour Arles la construction d'une cité-jardin composée de maisons jumelles. Elles sont implantées de part et d'autre d'une voie de circulation (largeur : 8 mètres) dessinant un triangle isocèle dont le sommet marque l'entrée du groupe. Les maisons, que Gaston Castel prend le soin d'appeler « pavillons », sont de trois types : un pavillon E5 (ou B) comprenant quatre logements 5 pièces ; dix-sept pavillons G4 comprenant deux logements 4 pièces ; huit pavillons H3 comprenant deux logements 3 pièces. L'ensemble représente un corpus de cinquante-quatre logements (contre 84 à La Barasse), chacun étant doté d'un jardin.

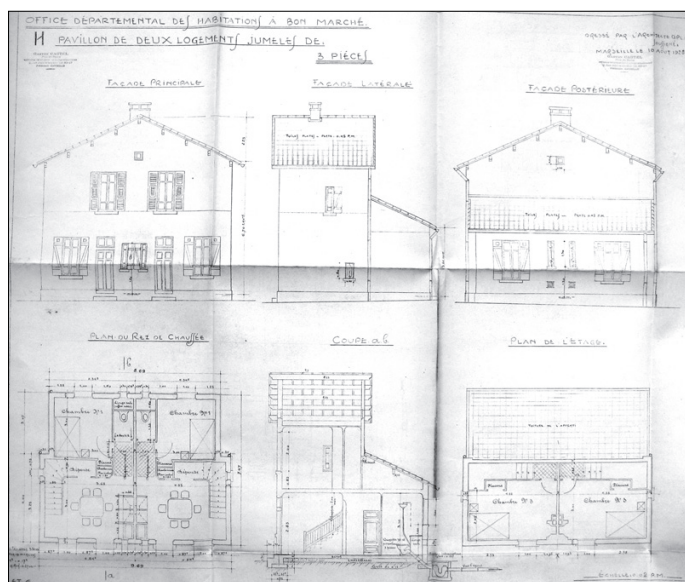
La plupart des pavillons (ceux de type G et H, soit 25 des 26 pavillons) se caractérisent par des volumes cubiques (L : 8,69 mètres ; l : 7,47 mètres, h : 8,95 mètres). Ils possèdent un rez-de-chaussée et un étage (G) ou un rez-de-



chaussée et un étage partiel (H). Au niveau du plan comme de l'élévation, ils sont animés par le retrait formé par une partie postérieure (chambres et sanitaires) légèrement moins large que la partie antérieure (pièces à vivre au rez-de-chaussée et, éventuellement, chambres à l'étage).

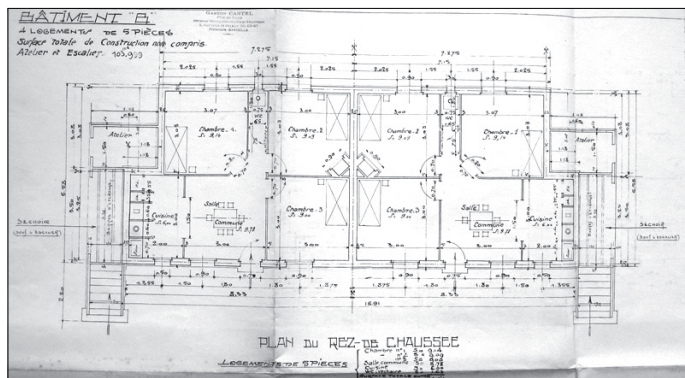


Projet de cité-jardin (1928) : pavillon G (août 1928), AD 13 7 ETP 447.

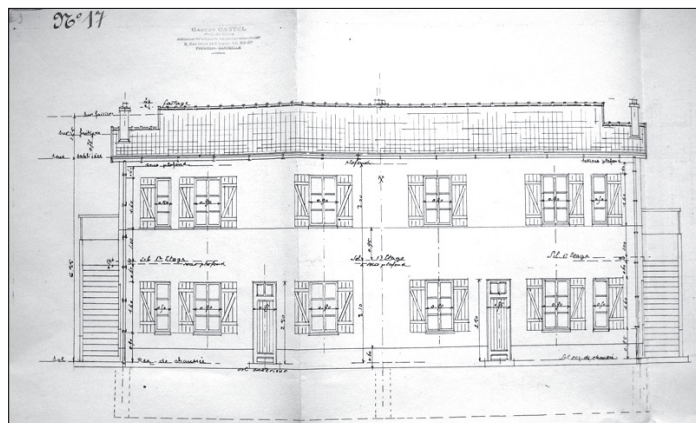


Projet de cité-jardin (1928) : pavillon H (août 1928), AD 13 7 ETP 447.

Au sein de ce corpus, seul le bâtiment E5 (ou B) se distingue par son volume parallélépipédique (L : 16,91 mètres ; l : 6,58 mètres ; h : 6,55 mètres).



Projet de cité-jardin (1928) : pavillon B, plan du rez-de-chaussée (août 1928), AD 13 7 ETP 447.



Projet de cité-jardin (1928) : pavillon B, façade principale (août 1928), AD 13 7 ETP 447.

Gaston Castel opte pour des bâtiments d'une facture extrêmement simple (modénature réduite à un discret soubassement et à des appuis de fenêtre saillants ; murs enduits ; toitures à deux pentes couvertes de tuiles mécaniques). Ils demeurent savamment ordonnancés, comme en témoigne la stricte symétrie des élévations.

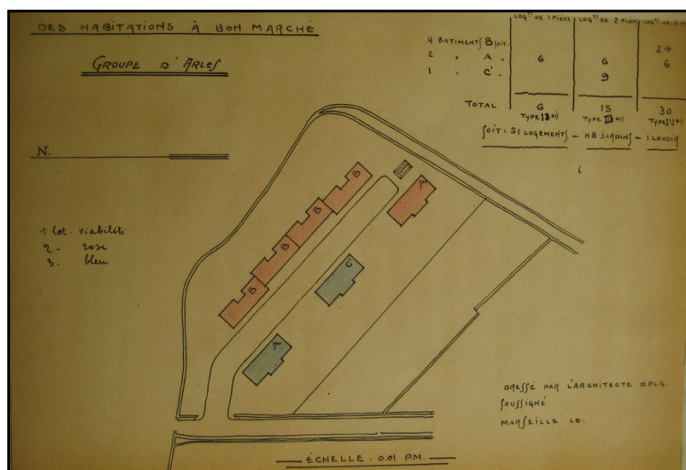
Le projet, évalué à 2 817 960 francs (valeur 1928), est adopté par le conseil d'Administration de l'Office dans sa séance du 20 septembre 1928 et approuvé par arrêté préfectoral le 7 novembre 1928. Les formalités à accomplir pour l'attribution du concours financier de l'Etat retardent la concrétisation d'un projet qui, finalement, ne sera pas réalisé sous cette forme. La cité Richepin ne se présentera pas comme une cité-jardin de maisons jumelles implantées selon un parcours pittoresque mais comme un ensemble de huit immeubles collectifs répartis de part et d'autre d'une voie de circulation rectiligne.

### Chronologie du projet

La cité Richepin est construite entre 1930 et 1933, en deux étapes. Les plans d'exécution de la cité sont mis au point par Gaston Castel en décembre 1929. Les pièces écrites (*Devis descriptif*, *Devis estimatif*, *Cahier des clauses et conditions générales*, *Cahier des charges*) sont élaborées au cours des mois de mai et de juin 1930. Sept des huit bâtiments qui la composent (bâtiments A, B et C) étaient prévus dans le projet d'exécution (1929). Ils donnent lieu à une première tranche de travaux (juillet 1930-février 1931). La construction du dernier immeuble (bâtiment de Type D) est décidée en novembre 1930. Elle donne lieu à une seconde tranche de travaux (juillet-février 1932).

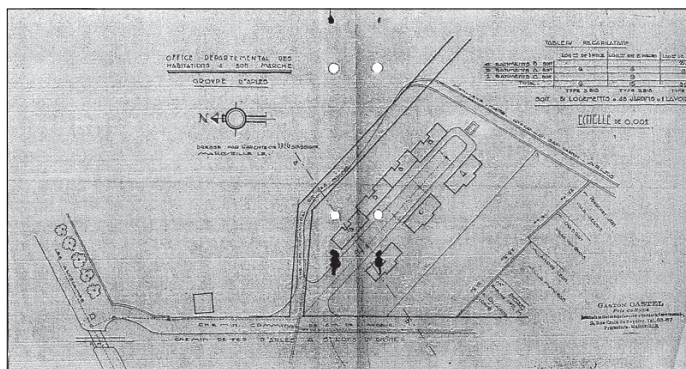
L'adjudication de la première tranche, qui se déroule le 12 juillet 1930, répartit les travaux entre trois entreprises selon une logique inhabituelle. L'entrepreneur marseillais Eugène Brunet se voit attribuer le premier lot (viabilité : aménagement du terrain, des routes, chemins et jardins, électricité, assainissement, canalisations d'eau potable, lavoir). La construction des immeubles est répartie entre deux entreprises arlésiennes : celle de Fernand Durand doit en édifier cinq ; celle d'Eugène Coustellier se charge des deux derniers bâtiments.





Plan de masse (s.d. circa juillet 1930) indiquant la typologie des immeubles ainsi que la répartition entre les entreprises adjudicatrices (en bleu Fernand Durand, en rouge Eugène Coustellier), AD 13 7 ETP 399.

Le chantier s'ouvre rapidement après l'adjudication des travaux. Toutefois, avant que les travaux ne commencent, l'implantation de certains bâtiments (A) est modifiée, de manière à créer un alignement entre les deux bandes d'immeubles.



Projet d'exécution, plan de masse rendant compte de la modification d'implantation des bâtiments de Type A (s.d. circa juillet 1930), AD 13 7 ETP 447.

En octobre 1930, les routes sont tracées, les trottoirs sont commencés, le lavoir est terminé, les bâtiments sont construits jusqu'au premier étage, y compris murs de refends et menuiseries extérieures. En novembre, les murs de clôture du terrain sont ébauchés, le raccordement à l'égout municipal a été préparé, les bâtiments sont construits à hauteur du plancher du deuxième étage. Au 31 décembre, les charpentes et couvertures ont été posées. Les aménagements intérieurs (plafonds, carrelages, menuiseries, cheminées, évier) des rez-de-chaussée sont terminés. Un mois après (31 janvier 1931), c'est au tour de ceux des étages. Une partie des enduits extérieurs ont été réalisés. Le 28 février 1931, six mois après l'ouverture du chantier, la construction des différents pavillons est terminée. En juin 1931, la réception provisoire des travaux est prononcée.

Toutefois, malgré cette construction rapide, les appartements ne sont mis en location que plus d'un an plus tard, une fois effectués tous les raccordements aux réseaux publics. En avril 1931, l'éclairage public est installé. En juin 1931, la municipalité décide de prolonger le réseau d'assainissement jusqu'aux abords de l'entrée du groupe.

En septembre 1932, les compteurs électriques sont posés. Les entrepreneurs ne remettent les clés des appartements à l'architecte municipal, Jean Liégeois, qu'à cette date (soit dix-huit mois après la livraison des immeubles). La réception définitive des travaux est prononcée en mars 1933.

D'autre part, en novembre 1930, il est décidé de construire un pavillon supplémentaire afin de compenser la diminution du nombre de logements : 51 dans le projet définitif contre 54 dans le projet de 1928. La construction de cet immeuble constitue une seconde tranche de travaux dont l'adjudication a lieu le 20 mai 1932. L'immeuble est construit en sept mois, entre le 15 juillet 1932 et le 15 février 1933, selon un projet arrêté le 13 février 1932 par l'architecte. La réception provisoire de ce dernier bâtiment est prononcée en juillet 1933.



Projet de construction d'un pavillon supplémentaire (novembre 1930), plan de masse (s.d. circa 1930-1932), AD 13 7 ETP 402.

Au final, la construction de la cité HBM Richepin nécessite un budget de 2 799 061 francs (valeur 1933).



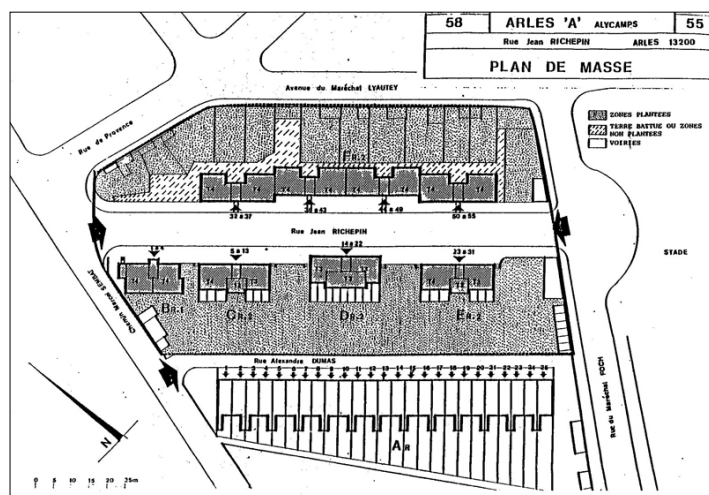


Vues générales et détail (cl. EMJ, 2008).

## DESCRIPTION

### Programme et typologie

La cité HBM Richepin comporte 55 logements (à l'origine, 54 logements et une loge de concierge), répartis dans huit immeubles collectifs, que Gaston Castel désigne par le terme de « bâtiments ».



Plan de masse actuel (s.d.), AP 13 HABITAT Agence Arles Sud.

Malgré la modestie de l'opération, l'architecte opte pour une certaine variété typologique, certainement pour éviter toute impression de monotonie. Il combine quatre types de bâtiments (deux bâtiments A, quatre bâtiments B, un bâtiment C et un bâtiment D), puisés parmi les modèles qu'il a élaborés pour l'Office public d'HBM du département des Bouches-du-Rhône. Tous ont en commun de s'inscrire dans des volumes parallélépipédiques, même s'ils présentent quelques variations de détail au niveau de leurs plans. Ils sont élevés de deux étages (bâtiments A, B et C) sur rez-de-chaussée, à l'exception du bâtiment D qui n'en comporte qu'un. Enfin, les bâtiments A, C et D sont des immeubles indépendants tandis que les quatre bâtiments de Type B sont accolés.



Alignement nord-est : bâtiments de Type B (cl. EMJ, 2008).



Alignement sud-ouest : bâtiments de Types D, A et C (cl. EMJ, 2008).

Au-delà de la seule cité Richepin, Gaston Castel utilise cette combinaison entre bâtiments de Types A, B, et C dans d'autres cités HBM construites pour le compte de l'Office départemental. On les retrouve par exemple à Miramas, dans un groupe d'une tout autre importance (192 logements) achevé en 1932.

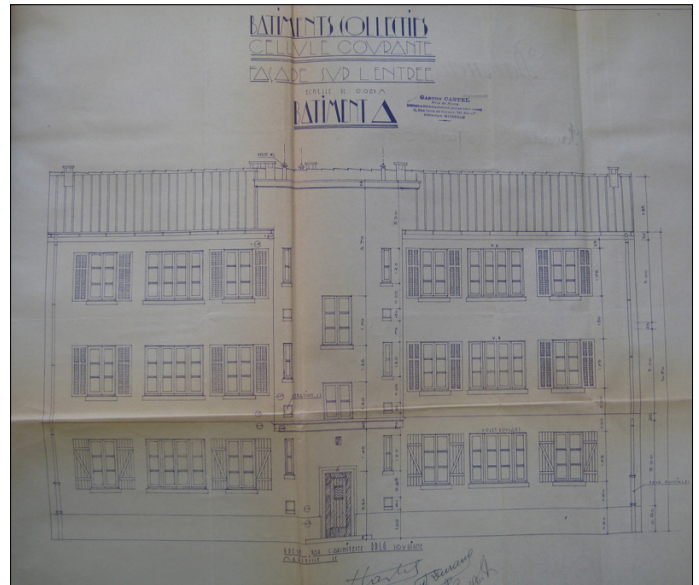


## -Bâtiments de Type A



Bâtiment de Type A (cl. EMJ, 2008).

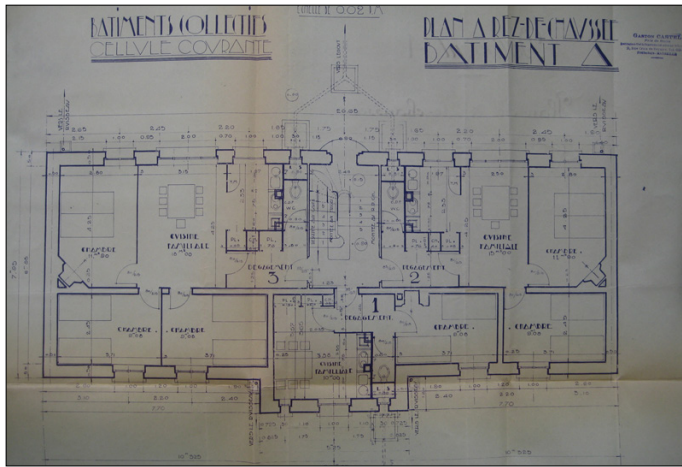
Les bâtiments de Type A se caractérisent par une emprise au sol rectangulaire (20,65 x 7,95 mètres), un développement vertical atteignant 10,70 mètres au sommet de la façade et 12,55 mètres au niveau des tuiles faitières. Ils comportent trois appartements par palier : deux sont transversants, situés de part et d'autre de la cage d'escalier ; le dernier, niché derrière cette dernière, est mono-orienté.



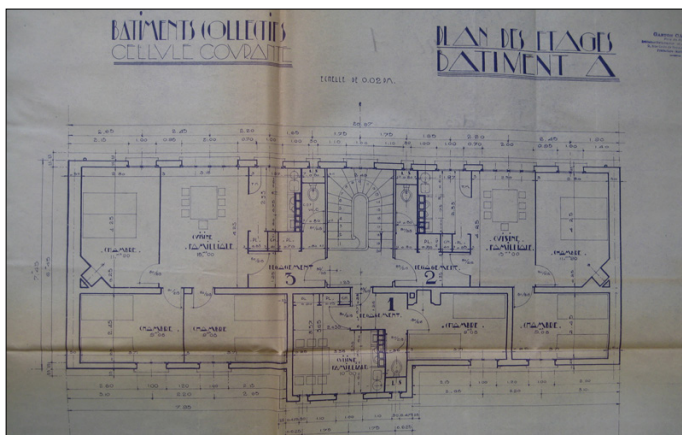
Bâtiments de Type A : façade principale (s.d. circa décembre 1929), AD 13 7 ETP 399.



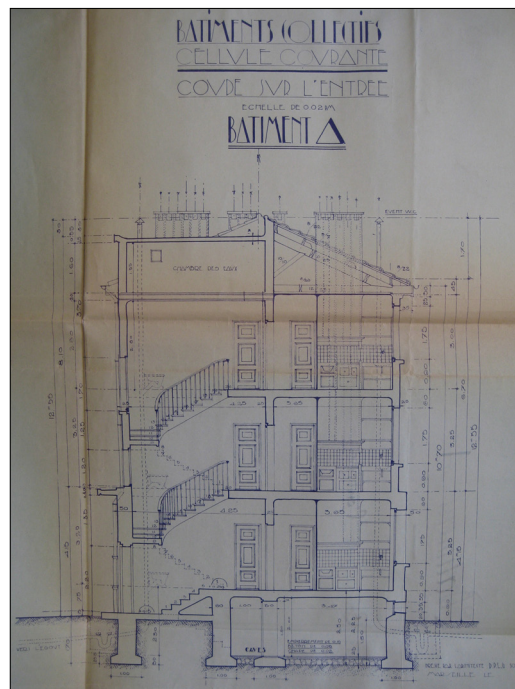
Bâtiments de Type A : façade postérieure (s.d. circa décembre 1929), AD 13 7 ETP 399.



Bâtiments de Type A : plan du rez-de-chaussée (s.d. circa décembre 1929), AD 13 7 ETP 399.



Bâtiments de Type A : plan des étages (s.d. circa décembre 1929), AD 13 7 ETP 399.



Bâtiments de Type A : coupe sur l'entrée (s.d. circa décembre 1929), AD 13 7 ETP 399.

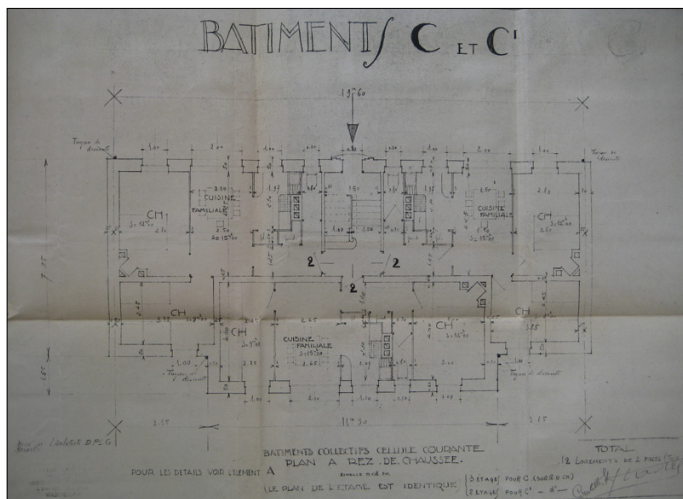


## -Bâtiment de Type C

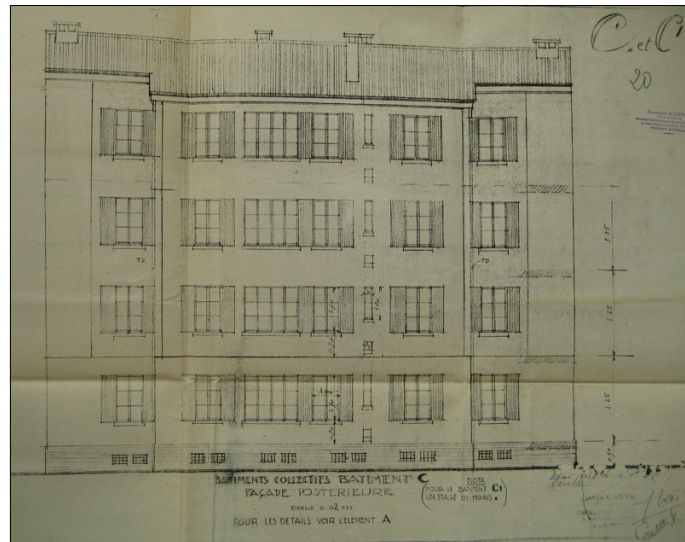


Bâtiment de Type C (cl. EMJ, 2008).

Le bâtiment de Type C devait, à l'origine, comprendre trois étages. Au final, il n'en compte que deux et répond ainsi à la même logique que les bâtiments de Type A : six appartements (soit, par niveau, deux appartements traversants et un mono-orienté) se répartissent dans un immeuble de même gabarit (19,60 x 7,95 x 12,97 mètres).



Bâtiment de Type C : plan du rez-de-chaussée (s.d. circa décembre 1929), AD 13 7 ETP 399.



Bâtiment de Type C : façade postérieure (s.d. circa décembre 1929), AD 13 7 ETP 399.

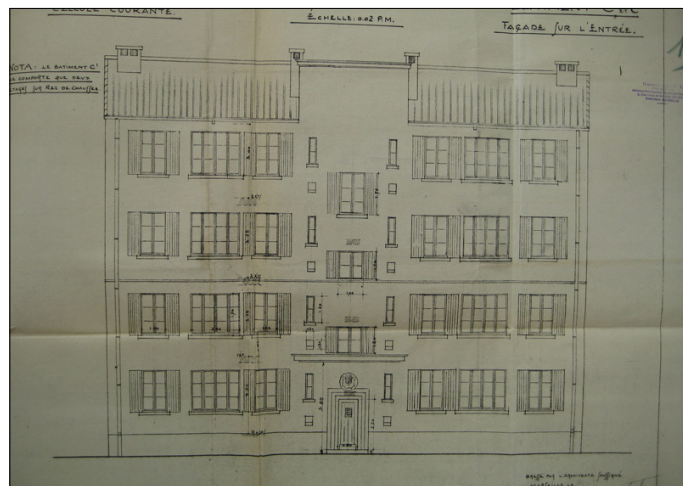
## -Bâtiments de Type B



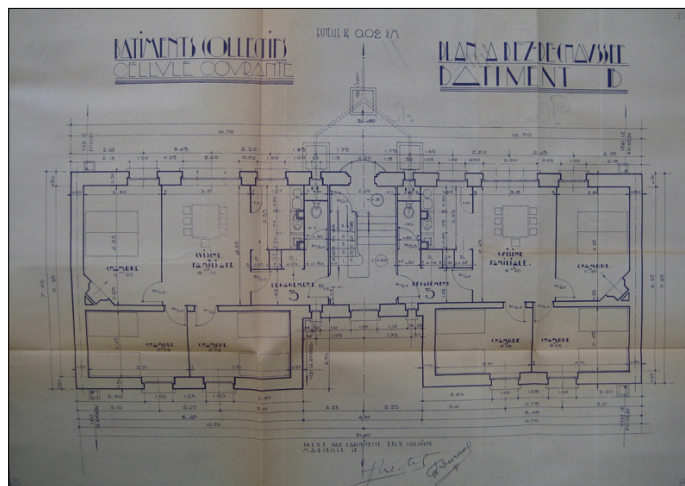
Bâtiments de Type C (cl. EMJ, 2008).



Les bâtiments de Type B possèdent des dimensions voisines (21,40 x 7,95 x 13,65 mètres). Ils abritent deux appartements par palier, chacun bénéficiant d'une double orientation.

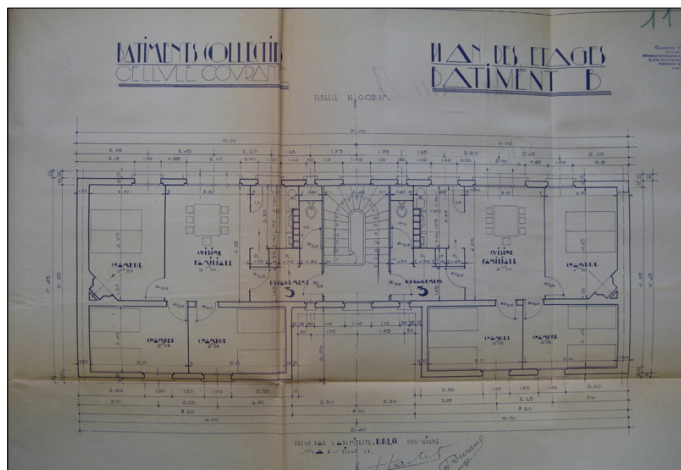


Bâtiment de Type C : façade sur l'entrée (s.d. circa décembre 1929), AD 13 7 ETP 399.

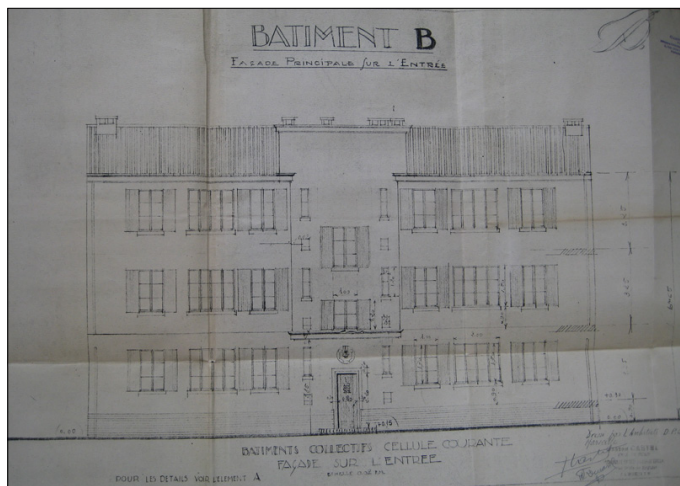


Bâtiment de Type B : plan du rez-de-chaussée (s.d. circa décembre 1929), AD 13 7 ETP 399.

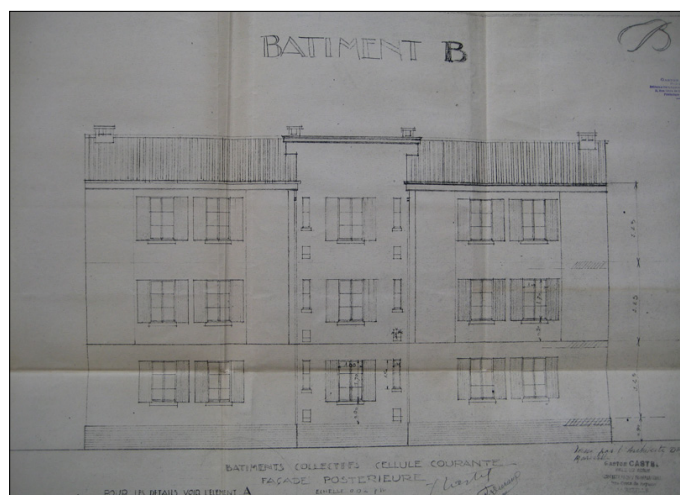




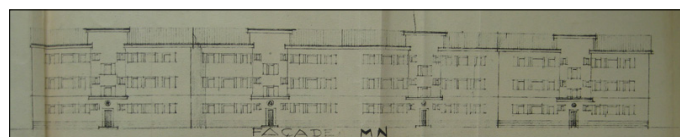
Bâtiment de Type B : plan des étages (s.d. circa décembre 1929), AD 13 7 ETP 399.



Bâtiment de Type B : façade principale (s.d. circa décembre 1929), AD 13 7 ETP 399.



Bâtiment de Type B : façade postérieure (s.d. circa décembre 1929), AD 13 7 ETP 399.



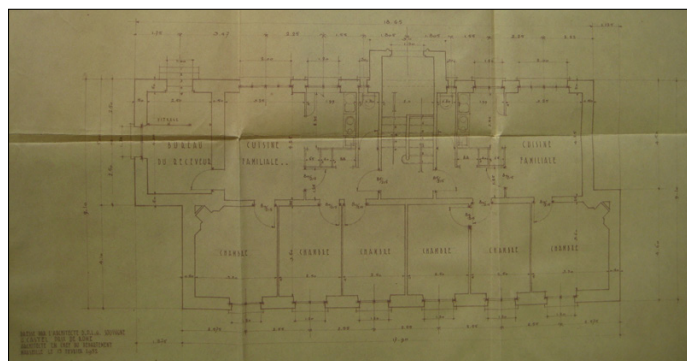
Bâtiments de Type B : élévation de la façade principale de l'alignement nord-est (s.d. circa décembre 1929), AD 13 7 ETP 399.

## -Bâtiment de Type D

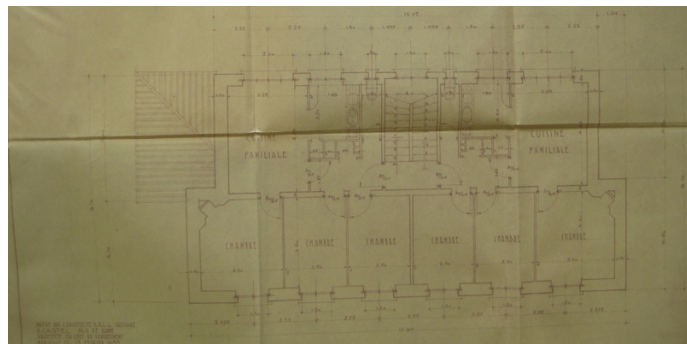


Bâtiment de Type D (cl. EMJ, 2008).

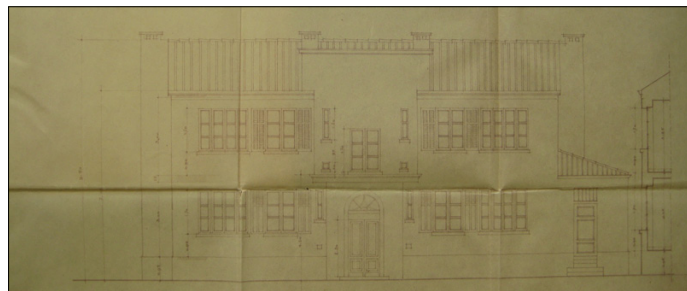
Au sein de la cité Richepin, seul le bâtiment D se singularise par son plus faible développement vertical puisqu'il ne comporte qu'un étage sur rez-de-chaussée. L'immeuble (18,65 x 9,10 x 9,50) compte quatre appartements (deux par palier).



Bâtiment de Type D : plan du rez-de-chaussée (13 février 1932), AD 13 7 ETP 402.

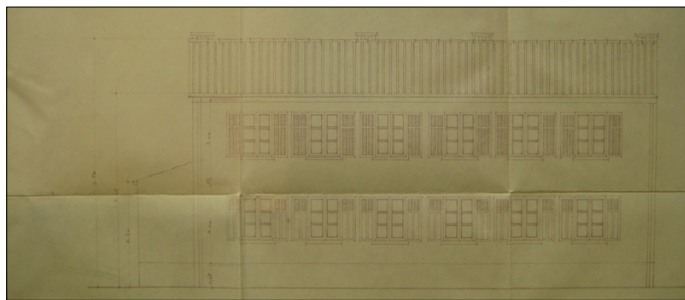


Bâtiment de Type D : plan de l'étage (13 février 1932), AD 13 7 ETP 402.



Bâtiment de Type D : façade principale (13 février 1932), AD 13 7 ETP 402.





Bâtiment de Type D : façade postérieure (13 février 1932), AD 13 7 ETP 402.

## Plan de masse



Vue aérienne (CRIGE PACA, IGN, 2003).

La double temporalité qui préside à la mise au point du projet de la cité Richepin est perceptible au niveau de son plan de masse. Sans remettre en cause la cohérence de ce dernier, elle introduit un sentiment de déséquilibre, peu courant dans les compositions de Gaston Castel.

En effet, le parti général consiste à scinder le terrain en deux au moyen d'une voie de circulation centrale. Cette voie, qui constitue aujourd'hui la rue Richepin, était à l'origine une impasse accessible depuis le chemin longeant la voie ferrée (actuel chemin Marcel Sembat). Du côté de l'actuel complexe sportif Fournier et de l'avenue du maréchal Foch, elle était close par un lavoir.

Gaston Castel répartit les bâtiments de part et d'autre de cette voie, dont l'orientation (nord-ouest/sud-est) correspond à la direction du Mistral et au tracé du chemin des Minimes. Au nord-est, les bâtiments de Type B forment une bande continue tandis qu'au sud-est, les bâtiments sont indépendants les uns des autres. Ce déséquilibre est renforcé par l'ajout postérieur du bâtiment D dont l'implantation rompt la régularité de la composition initiale (A, B, A) ainsi que son rythme (les distances entre les immeubles ne sont pas les mêmes entre les immeubles A et B qu'entre les immeubles A et D).

## Procédé constructif

La cité HLM Richepin témoigne de l'utilisation d'un matériau encore peu courant en Provence au cours des années 1930 : les agglomérés de mâchefer (résidu de charbon aggloméré). Dans son devis descriptif, Gaston Castel prévoyait que les fondations des bâtiments soient en béton, les murs du rez-de-chaussée en maçonnerie de moellons et ceux des étages en agglomérés de ciment. Dès le début du chantier, en raison de l'instabilité du sol, les entrepreneurs proposent d'armer la semelle des fondations sur toute sa longueur (et non pas seulement dans les angles comme cela était prévu), de remplacer la maçonnerie de moellons et de briques par des agglomérés de mâchefer. Cette solution, qui est d'usage courant dans la région lyonnaise, a l'avantage de constituer un mode de construction plus léger. Elle est acceptée par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Pour le reste, la cité HLM utilise des matériaux et procédés courants (planchers et appuis de fenêtre en ciment armé ; menuiseries en bois du nord, charpente en bois de sapin ; enduits extérieurs constitués de couches de mortier passées au badigeon, etc.).

## Traitement architectural



Vue générale et détails (cl. EMJ, 2008).

La relative cohérence qui se dégage de la cité HBM Richepin tient à son traitement architectural. En effet, Gaston Castel introduit une certaine variété au niveau de la typologie des immeubles et de la composition du plan de masse. Toutefois, il conserve un langage architectural homogène à la fois simple et élégant. Seul le bâtiment D se singularise par son plus faible développement en hauteur, son vestibule d'entrée saillant et la fenêtre demi-circulaire qui coiffe la porte d'entrée.



Détails (cl. EMJ, 2008).

L'esthétique que l'architecte imprime à la cité Richepin, comme aux autres programmes de logements sociaux auxquels il travaille au début des années 1930, traduit à la fois sa solide formation classique, sa démarche volontiers fonctionnaliste et sa sensibilité à l'Art Déco. La première est perceptible au niveau du traitement des élévations. Gaston Castel aime les façades savamment ordonnancées. La cité Richepin en témoigne : symétrie, alternance régulière de percements verticaux et horizontaux, éléments hérités du langage classique (soubassement). L'expression claire de l'articulation des bâtiments, notamment de l'emplacement de la colonne de circulation verticale surmontée par la chambre des eaux, apparaît comme plus novatrice. Enfin, la présence de médaillons sculptés (ciment moulé), au-dessus des portes d'entrée et au sommet du fronton central de la façade, traduit la volonté farouche de Gaston Castel de continuer à faire dialoguer les différentes formes d'expression artistique, même dans le logement social, programme architectural considéré comme nécessairement modeste.

### L'espace de l'appartement

Les cinquante-cinq logements de la cité Richepin se répartissent comme suit : six logements 2 pièces (une pièce et cuisine) ; quinze logements 3 pièces (deux pièces et cuisine) ; trente-quatre logements 4 pièces (trois pièces et cuisine).

Gaston Castel soigne l'espace de l'appartement qui répond aux normes du logement social des années 1930. Les cuisines sont qualifiées de « cuisines Loucheur » car ce sont des pièces assez vastes pour que les repas puissent y être pris par des familles d'au moins six personnes. Elles sont équipées d'un fourneau (fourni par la maison parisienne Plantevin), d'un évier, de placards ainsi que d'une paillasse et d'une cheminée (« potager à la marseillaise »). La chambre principale est équipée d'une

cheminée en marbre, de type marseillais, qui constitue le second poste de chauffage de l'habitation. Les appartements ne disposent pas de salle de bains mais sont pourvus de WC intérieurs. Enfin, toutes les pièces bénéficient d'une ventilation et d'un éclairage naturels.

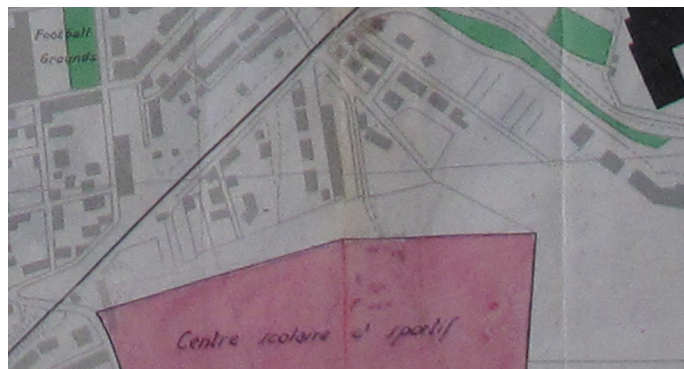
### En conclusion

Sans constituer une réalisation majeure, la cité Richepin possède indéniablement une valeur d'exemplarité.

En premier lieu, dans l'Histoire du logement social, elle témoigne des hésitations des maîtres d'œuvre et d'ouvrage entre plusieurs typologies architecturales, cela à un moment où les programmes de logements sociaux connaissent un essor sans précédent grâce à la loi Loucheur. Dans ce contexte, la cité Richepin révèle un moment de basculement, moment où les immeubles collectifs vont progressivement prendre le pas sur le modèle de la cité-jardin prédominant pendant les années 1920.

Ensuite, si l'on considère l'œuvre de Gaston Castel, la cité Richepin illustre un modèle utilisé par l'architecte au début des années 1930. On retrouve ce type de groupes d'habitations dans d'autres villes du département, notamment à Miramas, à Marseille (cité HBM Michelis) ou à Berre.

Enfin, à l'échelle de la ville, la cité Richepin témoigne d'une étape de l'histoire urbaine (l'urbanisation du quartier des Alyscamps). Avec les autres réalisations de Gaston Castel à Arles (Ecole des métiers Louis Pasquet, 1927-1929 ; Salle des fêtes, 1930-1932 ; collège de jeunes filles Louis Ampère, 1932-1934), la cité Richepin illustre le basculement d'Arles dans la Modernité tant au niveau des programmes mis en œuvre que de leur écriture architecturale.



Détail d'un plan de la ville d'Arles dressé par l'armée américaine en 1943, AM ARLES 1 FI 39.

En presque huit décennies d'existence, la cité Richepin a connu peu de transformations. Deux événements ont toutefois modifié la perception que l'on peut en avoir.

Le premier s'est déroulé pendant la Seconde Guerre mondiale, lors des combats qui ont accompagné la Libération de la Provence. Les bombardements alliés de 1944 qui, entre autres, visaient les infrastructures ferroviaires voisines, ont endommagé le lavoir. Au moment de la remise en état du groupe, ce dernier est détruit. Etant donné le développement du quartier vers le sud, et notamment le projet d'aménagement d'un complexe sportif qui commence à se concrétiser, l'impasse est ouverte. Elle constitue désormais la rue Richepin, reliant le chemin Marcel Sembat et la rue du maréchal Foch.



Le second événement intervient en 1954. Il s'agit de l'annexion des jardins situés au pied de la rangée sud-ouest d'immeubles pour y construire une cité de Logement Economique de Première Nécessité (LEPN, arch. : Pierre Vago).

Malgré cela, la cité Richepin conserve un visage proche de son état d'origine. Elle constitue par conséquent un précieux témoignage de l'architecture du logement social pendant les années 1930.

## SOURCES

### Archives

- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 350.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 351.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 354.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 358.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 361.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 397.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 398.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 399.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 400.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 401.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 402.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 445.
- AD 13, Fonds OPAC, 7 ETP 447.
- AD 13, Fonds Institutions et établissements de bienfaisance et Habitations à Bon Marché, X 2 bis 6319.
- AD 13, Fonds Urbanisme, 12 O 195.
- AP 13 HABITAT Agence Arles sud.

### Bibliographie

- CHIAVASSA Isabelle (dir.), GASNAULT François (dir.), *Les Castel. Une agence d'architecture au XXe siècle*, Marseille, Parenthèses/Archives départementales des Bouches-du-Rhône, 2009.
- MONNIER Gérard (dir.), LOUPIAC Claude, MENGIN Christine, *L'Architecture moderne en France*. Tome 1 : 1889-1940, Paris, Picard, 1997.
- REIMBOLD Olivier (dir.), MEMAIN Nicolas, LIEUTIER Danièle, *Répertoire numérique du fonds de l'Office Public d'Aménagement et de Construction Sud*, Marseille, Archives départementales des Bouches-du-Rhône, 2007.

# GASTON CASTEL

## (1886-1971)

Gaston Castel (1886-1971) est un architecte DPLG installé à Marseille et actif de 1918 à 1971 en France, principalement dans le sud-est, et au Brésil.

Originaire de Pertuis (Vaucluse), fils et petits-fils de fontainiers et entrepreneurs en bâtiment, Gaston Castel se destine très tôt à l'architecture. Après avoir été élève de l'Ecole normale d'Aix-en-Provence et avoir validé la première partie du baccalauréat, il prépare, à partir de 1901, le concours d'entrée de la section architecture de l'Ecole Nationale et Spéciale des Beaux-arts de Paris (ENSBA) au sein de la classe d'architecture de l'Ecole des Beaux-arts de Marseille. Reçu en janvier 1906, il étudie successivement à l'Ecole régionale d'architecture de Marseille dont il est l'un des premiers élèves (atelier Eugène Sénès, de janvier à octobre 1906), puis à l'ENSBA de Paris (d'octobre 1906 à novembre 1917 avec une interruption pendant la guerre, atelier Louis Bernier) dont il est diplômé en 1917 au terme d'un brillant cursus. Malgré un nombre impressionnant de récompenses (plus de dix médailles et autant de prix), Gaston Castel n'obtient pas la distinction suprême – le Grand Prix de Rome – mais un second Grand Prix qui, s'il ne lui ouvre pas les portes de la villa Médicis, lui permet toutefois de prétendre à une carrière officielle. Il crée une première agence à Paris, l'agence des « Trois Arts » avec l'architecte Paul Tournon (1881-1964), le peintre François Carrera (1889- ?) et le sculpteur Antoine Sartorio (1885-1988).

La première guerre mondiale bouscule irrémédiablement le destin de Gaston Castel, faisant du jeune homme une Gueule cassée. Mobilisé le 9 août 1914, après deux mois passés sur le front, il est grièvement blessé au cours d'un assaut : le 26 septembre, il perd l'oreille et l'œil droits. D'abord captif en Bavière, Gaston Castel bénéficie en 1916 d'un échange de prisonniers qui permet son transfert à Montreux (Suisse) où il achève sa convalescence. Mettant toute son énergie « à la seule patrie des Arts », il initie « avec ses camarades professionnels, convalescents ou guéris » un spectaculaire projet de sanatorium des Alliés (1917, non réalisé).

De retour à la vie civile, Gaston Castel est nommé architecte adjoint du département des Bouches-du-Rhône le 1er mai 1918. Sous la direction de Louis Chauvet, architecte en chef du département, il mène quelques opérations (monument aux morts d'Aubagne, 1920) et travaille au plan d'aménagement, d'extension et d'embellissement de la région marseillaise. Bientôt, il demande un congé sans solde d'un an à compter du 1er décembre 1920 afin de se rendre aux Etats-Unis pour étudier l'extension des ports américains. Finalement, il consacre cette disponibilité à un voyage au Brésil où, en collaboration avec son

ami Antoine Sartorio, il réalise un monument célébrant l'indépendance du pays (Santos, 1921-1922).

En 1921, son succès au concours lancé par la ville de Marseille pour la reconstruction de l'Opéra municipal (en collaboration avec Henri Ebrard et Georges Raymond, 1923-1924) qui avait été presque entièrement détruit par un incendie en 1919, ramène Gaston Castel à Marseille d'où il effectuera ensuite toute sa carrière.

Cumulant la fonction officielle d'architecte adjoint (1918-1926 avec une interruption entre 1920-1921 pendant son séjour au Brésil) puis d'architecte en chef (1926-1941) du département des Bouches-du-Rhône et celle, libérale, de patron d'une agence importante (1920-1971), Gaston Castel est un acteur incontournable de la scène architecturale régionale jusqu'à sa mort en 1971. Comme la majorité des architectes actifs pendant la première moitié du XXe siècle, il fait preuve d'un certain éclectisme dans sa démarche créatrice, se référant à l'esthétique Beaux-arts dont il a été nourri pendant ses études, aux styles régionaux, à la vogue Art déco ou encore à l'esthétique plus radicale prônée par les architectes du Mouvement moderne.

Le statut d'architecte du département recouvre plusieurs missions (conseil, expertise, suivi administratif, etc.) parmi lesquelles la maîtrise d'œuvre d'édifices financés, en totalité ou partiellement, par le Conseil général. Entre 1918 et 1941, Gaston Castel conçoit ainsi en collaboration avec ses trois adjoints – Jean Rasonglès (1905- ?), Henri Lyon (1885- ?) et Ludovic Mistral (1889- ?) – la plupart des nouveaux équipements du département qu'il s'agisse d'établissements de santé (asile départemental de retraite de Montolivet, Marseille, 1921-1942 ; orphelinat laïc de Saint-Joseph, Marseille, 1922-1939 ; sanatorium de l'Arbois, Aix-en-Provence, 1932-1935 ; centre d'hygiène mentale de la Timone, Marseille, 1931-1941), d'édifices de justice (annexe du Palais de Justice, Marseille, 1931-1933 ; prisons des Baumettes, Marseille, 1936-1940), d'établissements d'enseignement primaire et secondaire (groupe scolaire Paul Doumer, La Fare-les-Oliviers, 1930-1934 ; groupe scolaire de Saint-Martin-de-Crau, 1930-1938 ; école de filles de Berre, 1931-1932 ; école Dézarnaud, Berre, 1933-1937 ; groupe scolaire Jean Jaurès, Peynier, 1936-1938 ; école de garçons de Port-de-Bouc, 1937-1943 ; collège de garçons de Tarascon, 1935-1936 ; collège de jeunes filles Ampère, Arles, 1932-1934 ; Ecole des métiers Louis Pasquet, Arles, 1927-1929), d'équipements sportifs (stade municipal d'Aubagne, 1919-1922 ; stade municipal de Berre, 1936-1937 ; arènes des Saintes-Maries-de-la-Mer, 1932-1933) ou encore d'ouvrages d'art (pont de Cavaillon, 1932, détruit en 1944 ; entrées du tunnel du Rove, Marseille, 1925-1927).



Le titre d'architecte en chef du département favorise l'accès de Gaston Castel à la commande privée. Patron d'une agence importante occupant le rez-de-chaussée de son hôtel particulier de la rue Croix-de-Régnier (1924), il élabore une œuvre conséquente, tant au point de vue quantitatif – 782 projets ont été recensés en 2009 lors de l'établissement du répertoire du fonds d'archives Castel par les Archives départementales des Bouches-du-Rhône – que qualitatif.

Il intervient dans le domaine du logement construisant immeubles et résidences mais aussi maisons individuelles (villa L'Eolienne, Marseille, 1929) et groupes de logements sociaux (cité universitaire Benjamin Abram, Aix-en-Provence, 1931-1935 ; près de vingt groupes HBM pendant l'Entre-deux-guerres puis des ensembles HLM pendant les années de croissance). Gaston Castel participe à la reconstruction du Vieux-Port en tant qu'architecte chef de groupe et qu'architecte d'opération (Groupe II).

Il réalise des équipements industriels et commerciaux (Compagnie générale transatlantique, 1928-1929 ; Grand garage de la promenade des Anglais, Nice, 1926 ; hôtel Arbois, Marseille, 1936-1942 ; immeuble Air France, Marseille, 1949-1955 ; hôtel Impérial, Bastia, 1949-1951) ainsi que des édifices administratifs (Hôtel de Douanes, Marseille, en collaboration avec Marius Dallest et Jean Rozan,

1929-1930 ; Cité administrative Saint-Charles, à partir de 1951 ; palais consulaire d'Ajaccio-Sartène, 1950-1959 ; nombreux bureaux de Poste et mairies dans les Bouches-du-Rhône).

Enfin, il dote Marseille et les villes environnantes de monuments commémoratifs (monument aux héros de l'armée d'Orient et des terres lointaines, Marseille, 1927 ; monument Pax, Marseille, 1936-1937 ; Mémorial de la Résistance, Ramatuelle, 1959).

L'intérêt de Gaston Castel pour les questions d'urbanisme se lit dans ses nombreuses contributions théoriques (Marseille et l'Urbanisme, 1932 ; Marseille Métropole, 1934) et projectives au développement de la cité phocéenne : aménagement des terrains de la Bourse (1924 à 1952) ; plan d'aménagement et d'extension de Marseille (en collaboration avec Jacques Gréber, 1933) ; aménagement du quai Rive-neuve (1933 à 1944) ; aménagement du quartier du Vieux-Port (1946 à 1959).

Enfin, parallèlement à ses missions de praticien, Gaston Castel est chef d'atelier à l'Ecole régionale d'architecture de Marseille de 1922 à 1952, marquant ainsi par son enseignement plusieurs générations de praticiens locaux.

## SOURCES

### Archives

- AN AJ 52 417, *Dossier de Gaston Castel dans la section architecture de l'Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts de Paris.*
- AN CAC 19771065 art. 51, *Dossier de Gaston Castel auprès du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme.*
- CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds Adda, Dossier 218 lfa 136/2.
- CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds Beaudouin, Dossiers 265 AA 1/2, 265 AA 1/3, 265 AA 33.
- CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds Bernard, Dossier 266 AA 50/2.
- CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds Hennebique, Dossiers 076 lfa 1923/6, 076 lfa 3189/8, 076 lfa 3210/21, 076 lfa 3230/13 à 076 lfa 3230/15, 076 lfa 1968/28, 076 lfa 3307/20, 076 lfa 2003/7, 076 lfa 2324/20.
- CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds Dumail, Dossier 525 AP 19/8.
- CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds SADG, Dossiers 179 lfa 2/21 à 179 lfa 2/25.
- CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds Perret, Dossiers 523 AP 454/2, 535 AP 662/1, 535 AP 454/1.
- CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXe SIECLE, Fonds Tournon, Dossier 351 AA 2/9.
- AD 13 86 J, Fonds Castel.
- AD 13 4 N et 103 W, Fonds de la Préfecture : construction des bâtiments départementaux.
- AD 13 3 O, Fonds de la Préfecture, Travaux communaux.
- AD 13 15 Fi, Fonds de la Préfecture, Travaux communaux.
- AD 13 T 12 et 131 W, Fonds de la Préfecture, Constructions scolaires.
- AD 13 6 S, Fonds de l'Équipement, Service maritime.
- AD 13 7 ETP, Fonds de l'Office public d'aménagement et de construction.
- AD 13 86 Fi, Fonds Detaille.
- AD 13 M 1 610, *Dossier d'architecte départemental des Bouches-du-Rhône de Gaston Castel.*
- AM MARSEILLE, 31 R 144, *Fonds de l'école des Beaux-arts. Registre d'inscription des jeunes gens.*
- AM MARSEILLE, Fonds 3 O, Bâtiments communaux.
- Musée d'Histoire de Marseille, Fonds Castel.

Ne sont pas indiquées présentement les nombreuses références des dossiers d'archives des différentes communes dans lesquelles Gaston Castel est intervenu.

### Bibliographie

- CHIAVASSA Isabelle (dir.), GASNAULT François (dir.), *Les Castel. Une agence d'architecture au XXe siècle*, Marseille, Parenthèses/Archives départementales des Bouches-du-Rhône, 2009.
- DROCOURT Daniel (dir.), *Gaston Castel, architecte marseillais*, Aix-en-Provence/Marseille, Edisud/Musées de Marseille, 1988.
- REIMBOLD Emmanuelle, Dossier de presse de présentation de l'ouvrage *Les Castel, une agence d'architecture au XXe siècle*, document non publié, Archives départementales des Bouches-du-Rhône, Marseille, 2010.

### Sources imprimées

Ne sont pas indiquées présentement les nombreuses références de sources imprimées, notamment les articles écrits par Gaston Castel et ceux consacrés à ses réalisations qui documentent son œuvre.





Vue aérienne (CRIGE PACA, IGN, 2003).



Vue générale et détail (cl. EMJ, 2008).





## LISTE DES DOSSIERS

- Dossier 1** : Ancien Hôtel des Postes
- Dossier 2** : Halle du site Lustucru
- Dossier 3** : Lycée Pasquet
- **Dossier 4** : Groupe HLM Richepin
- Dossier 5** : Salle des fêtes
- Dossier 6** : Collège Ampère
- Dossier 7** : Complexe sportif Fournier
- Dossier 8** : Reconstruction du quartier de Trinquetaille
- Dossier 9** : Eglise Saint-Pierre-de-Trinquetaille
- Dossier 10** : Reconstruction du quartier Cavalerie
- Dossier 11** : Ecole Léon Blum
- Dossier 12** : Groupe scolaire Monplaisir
- Dossier 13** : Cité LEPN
- Dossier 14** : Groupe HLM Trebon
- Dossier 15** : Groupe HLM Griffeuille
- Dossier 16** : Hôpital Joseph Imbert
- Dossier 17** : Collège Van Gogh
- Dossier 18** : Hôtel Les Cabanettes
- Dossier 19** : Villa Vaché
- Dossier 20** : Lotissements Les Flamants et Les Aigrettes
- Dossier 21** : Villas Bank et Benkemoun
- Dossier 22** : Chambre de Commerce et d'Industrie
- Dossier 23** : Groupe HLM Les Gradins

